

ACTION URGENTE

PUBLIC

Index AI : MDE 19/005/2007 – ÉFAI

16 février 2007

AU 41/07 Craintes de torture ou de mauvais traitements / Craintes pour la sécurité

LIBYE
Idriss Boufayed (h), 49 ans
Juma Boufayed (h)
al Mahdi Saleh Hmeed (h)
Jamal al Haji (h)
ainsi que plusieurs autres personnes

Un certain nombre d'hommes ont été arrêtés pour avoir préparé une manifestation pacifique. Ils risquent d'être victimes de mauvais traitements, voire de torture. Le père de l'un d'eux a vu sa maison incendiée par des jeunes gens opérant apparemment avec la complicité des autorités.

Idriss Boufayed est à la tête d'une organisation qui critique régulièrement le gouvernement. Il aurait été appréhendé le 16 février, vers 1 heure du matin, par des agents des services d'*Al Amn al Dakhili* (Sûreté intérieure). Son frère Juma a été interpellé quelques heures plus tard. Idriss Boufayed avait organisé, avec plusieurs autres personnes, une manifestation pacifique qui devait avoir lieu le 17 février, date anniversaire de la répression par la police d'une manifestation à Benghazi, lors de laquelle au moins 12 personnes avaient été tuées par balles et de très nombreuses autres avaient été blessées.

Juma Boufayed a raconté l'arrestation de son frère lors d'un entretien téléphonique avec le site Internet d'informations *Libya al-Mostakbal*, basé à Londres : des hommes armés se seraient présentés au domicile familial et, comme personne ne leur répondait, ils auraient enfoncé la porte et emmené son frère. Juma Boufayed a reconnu l'agent manifestement responsable de cette opération ; il s'agissait selon lui du chef d'une section locale des services de la Sûreté intérieure. Juma Boufayed a ajouté qu'il ignorait où son frère avait été conduit et qu'il craignait d'être lui aussi arrêté pour avoir révélé ces informations lors de cet entretien et d'autres conversations téléphoniques. Il aurait été appréhendé peu de temps après.

Al Mahdi Saleh Hmeed, autre organisateur de la manifestation, aurait été arrêté dans l'après-midi du 16 février. Le même jour, de jeunes gens agissant apparemment avec la complicité des autorités avaient mis le feu à la maison de son père, selon les informations reçues, et agressé des membres de sa famille.

Dans un communiqué diffusé sur plusieurs sites Internet d'informations, Idriss Boufayed, al Mahdi Saleh Hmeed, Ahmed al Abidi et Bashir Qasem al Hares avaient annoncé qu'ils préparaient une manifestation pacifique à Tripoli, la capitale libyenne, le 17 février, afin de commémorer le premier anniversaire de la répression d'un mouvement de protestation à Benghazi, lors de laquelle au moins 12 personnes étaient mortes sous les balles de la police et de très nombreuses autres avaient été blessées. Les autorités libyennes ont fait savoir en 2006 que dix hauts responsables avaient été inculpés à la suite de ces événements mais à la connaissance d'Amnesty International, aucun n'a été déféré à la justice jusqu'ici.

L'organisation craint que plusieurs autres personnes n'aient été arrêtées pour les mêmes raisons. Il s'agirait notamment de l'écrivain Jamal al Haji, que sa famille n'a pas revu depuis la soirée du 15 février. Ce jour-là, il avait critiqué les autorités libyennes dans une interview à *Libya al-Mostakbal*.

Idriss Boufayed est le cofondateur et le secrétaire général de l'Union nationale pour la réforme (NUR), créée en 2004. Cette organisation s'est montrée très critique de la situation politique en Libye. Idriss Boufayed avait décidé de quitter la Suisse, où il avait obtenu le statut de réfugié, pour retourner en Libye en septembre 2006 après avoir, semble-t-il, reçu des assurances de la part de l'ambassade de Libye à Berne qu'il ne serait pas inquiété par les autorités. Un passeport libyen lui avait été délivré la même année. Il a cependant été arrêté le 5 novembre et détenu au secret jusqu'au 29 décembre, avant d'être libéré sans qu'aucune charge ne soit retenue contre lui, à ce qu'il semble. Durant toute cette période, les autorités n'auraient jamais

précisé le motif de son arrestation à sa famille, ni son lieu de détention. Amnesty International avait écrit aux autorités libyennes en décembre, se disant préoccupée à l'idée que cet homme ne fût un prisonnier d'opinion.

Dans une déclaration publique effectuée le 15 janvier, Idriss Boufayed a remercié toutes les organisations, nationales, régionales et internationales, qui avaient contribué à « *sa libération de prison sans restriction ni condition* », et s'est engagé à poursuivre son combat pour une « *Libye moderne et démocratique* ».

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en arabe, en anglais ou dans votre propre langue) :

- déclarez-vous inquiet pour la sécurité d'Idriss Boufayed, Juma Boufayed, al Mahdi Saleh Hmeed, Jamal al Haji et de toute autre personne arrêtée en raison de la manifestation prévue à Tripoli le 17 février ;
- demandez instamment aux autorités de veiller à ce que ces personnes soient traitées avec humanité et protégées de la torture et de toute autre forme de mauvais traitements ;
- appelez-les à informer les familles de tous les détenus de l'endroit où ils se trouvent et des motifs de leur arrestation ;
- priez-les de veiller à ce qu'ils puissent bénéficier de tous les soins médicaux dont ils pourraient avoir besoin ;
- exhortez les autorités à les libérer immédiatement, à moins qu'ils ne soient rapidement inculpés d'une infraction dûment reconnue par la loi et jugés dans un délai raisonnable ;
- dites-vous préoccupé par la sécurité des membres de la famille d'al Mahdi Saleh Hmeed et engagez les autorités à ouvrir une enquête sur l'incendie volontaire dont leur maison a fait l'objet.

APPELS À :

Chef de l'État :

Colonel Mu'ammar AL-GADDAFI
Office of the Leader of the Revolution
Tripoli, Libye

Courriers électroniques : info@algathafi.org

Formule d'appel : Your Excellency, / Monsieur,

Ministre de l'Intérieur :

Brigadier Salih Rajab AL-MISMARI
Secretary of the General People's Committee for Public Security
Secretariat of the General People's Committee for Public Security
Tripoli, Libye

Courriers électroniques : minister@almiezan.net

Formule d'appel : Your Excellency, / Monsieur le Ministre,

COPIES À :

Fondation Qaddafi :

Saif al-Islam al-Gaddafi
President
The Gaddafi Development Foundation
El Fatah Tower, 5th Floor B No. 57, PO Box 1101
Tripoli, Libye

Courriers électroniques : info@gaddaficharity.org

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Libye dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 30 MARS 2007, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*